

JEAN-MICHEL WENDLING, MÉDECIN DU TRAVAIL GÉNÉRALISTE
ASSOCIATION DE CONSEIL EN SANTÉ AU TRAVAIL DE STRASBOURG

50 % des fiches de données de sécurité sont erronées »

Soucieux de la santé de ses quelques patients garagistes, le docteur Wendling s'est lancé comme défi de répertorier les produits à risque manipulés dans les ateliers, leur alternative saine possible ainsi que les bonnes pratiques à adopter.

PROPOS RECUEILLIS PAR FABIO CROCCO

DIA : Quelles ont été vos motivations pour vous lancer dans cette étude, axée sur le métier de garagiste ?

Jean-Michel Wendling : C'est un défi que nous nous sommes lancé car nous estimons que la prévention sur les risques chimiques de cette profession est une priorité. Il est important de proposer des produits de substitution, en remplacement de ceux qui contiennent des substances nocives à effets différés. L'enjeu est majeur pour la santé des jeunes garagistes et pour celle des futures générations.

DIA : Dans le cadre de vos travaux, vous avez étudié la composition chimique de plusieurs dizaines de produits utilisés dans les ateliers. Un travail de fourmi...

JMW : Ça été un vrai challenge ! Le secteur est compliqué du fait de sa structure composée de TPE – la prévention des risques y reste difficile – et du grand nombre de produits employés. Un mécanicien utilise en moyenne une quarantaine de produits et un carrossier, plus d'une centaine. Il y a eu un travail de mutualisation entre les huit services de santé au travail d'Alsace.

DIA : Combien de temps ont pris ces travaux ?

JMW : Nous avons attaqué l'étude début 2011, et c'est un travail sans fin car le marché évolue. Il nous faut mettre en place un système de

veille, dans l'idéal national et centralisé. Une sorte de base de données libre qui répertorie tous les produits et leur fiche de sécurité. Cette solution n'existe pas encore, mais elle serait pourtant utile pour les préventeurs.

DIA : Comment avez-vous procédé pour récolter les informations sur les produits utilisés et leur composition ?

JMW : Ce fut difficile ! Il faut savoir que la qualité de renseignement des

« Il est important de proposer des produits de substitution »

fiches de sécurité fournies par les fabricants sur leurs produits est médiocre. De nombreuses fiches sont incomplètes et fausses. Certains fabricants omettent même de déclarer le caractère CMR de certaines substances. Il ne faut pas se limiter au déclaratif des fabricants.

DIA : C'est scandaleux...

JMW : Nous avons attiré l'attention d'un fabricant sur ces oublis. Il a corrigé les données. Malheureusement, nous ne pouvons avoir cette démarche avec tous les fournisseurs. Or 50 % des fiches de données de sécurité sont

erronées de manière plus ou moins volontaire !

DIA : Très concrètement, comment avez-vous opéré ?

JMW : Précisons que nous n'avons pas procédé à des analyses chimiques. Le travail, qui repose sur du déclaratif, a consisté à consulter les données de composition. Nous avons commencé par recueillir des fiches chez les utilisateurs. Mais la composition des produits évolue. Il nous a donc fallu aller chercher les informations les plus récentes. Les fiches communiquées aux réparateurs ne correspondent pas nécessairement aux produits achetés pour une raison de non-mise à jour. Le circuit de transmission des informations aux garagistes est compliqué. Il y a de la perte. Répertorier les produits avec exactitude reste très complexe. Nous nous sommes alors rendus directement chez les fabricants pour récupérer les fiches. On a découvert qu'il existait différents produits pour une même fonction. Certains nocifs, d'autres pas. Nous avons alors élaboré un tableau qui recense, tâche par tâche, métier par métier, l'ensemble des produits d'atelier disponibles sur le marché.

La valeur de ce tableau est d'indiquer les produits de substitution sans risque pour la santé.

DIA : Tous les produits ont-ils un substitut inoffensif ?

JMW : Malheureusement non. Il faut alors agir au niveau de leur utilisation. Par exemple, tous les mastics de carrosserie contiennent du styrène, un produit cancérigène, dont le taux varie entre 15 et 60 %. Mieux vaut alors prendre le moins mauvais mais aussi utiliser le moyen de mise en œuvre qui limite l'exposition du carrossier. Dans ce cas précis, mieux vaut donc utiliser un pistolet mélangeur que de mélanger à la main. Nos informations vont jusqu'à préconiser des modes opératoires et des équipements.

DIA : Combien de produits avez-vous passés au crible ? Et, sur le volume, quel est le pourcentage de produits contenant des substances CMR ?

JMW : On préfère communiquer par tâche. Ainsi, par exemple, pour ce qui est des nettoyants de frein, les produits les plus utilisés en mécanique, il existe une trentaine de produits. Or cinq contiennent du n-hexane, une substance à bannir.

▲ Jean-Michel Wendling, médecin du travail généraliste Association de conseil en santé au travail de Strasbourg

DIA : Les différents documents qui détaillent vos travaux et ses conclusions sont plutôt anxiogènes. Sont-ils le reflet des pathologies que vous constatez sur le terrain ?

JMW : Nous sommes dans le domaine du risque différé avec des expositions d'une vingtaine d'années. Mais nous sont remontés des cas de cancers qui touchent des chefs d'entreprise à la retraite. Nous ne sommes toutefois pas en mesure de chiffrer les risques. Nous ne sommes pas dans le constat catastrophique. Nous sentons au contraire une évolution dans le bon sens des produits, mais il faut accélérer la démarche, rendre les fabricants davantage responsables, notamment en montrant à certains que d'autres producteurs proposent des produits sains, identiques aux leurs encore nocifs.

DIA : Cherchez-vous aussi à sensibiliser la distribution sur la nocivité de certains produits ?

JMW : Bien entendu. Nos travaux lui sont aussi destinés. Nous souhaitons que les acheteurs, aujourd'hui mal informés sur la nocivité des produits qu'ils acquièrent en masse, indiquent dans leur cahier des charges souhaiter des produits sans risque pour la santé. Renault et

« Nous sentons une évolution dans le bon sens des produits, mais il faut accélérer la démarche »

PSA sont très sensibles à ces considérations. Reste à sensibiliser les ateliers indépendants, qui achètent du prix plutôt que de la sécurité.

DIA : Finalement, l'État contrôle peu le respect de la législation, qui oblige les fabricants à une totale transparence sur la composition de leurs produits et leur dangerosité potentielle...

JMW : L'État manque de moyens. Nous souhaitons que nos constatations sur les erreurs des fiches remontent au niveau du gouvernement. ■

LE RISQUE EN CHIFFRES

- 1/3 des entreprises seulement ont pris en compte le risque chimique.
- 2/3 des entreprises sont exposées aux substances CMR, avec dans le détail :
- 34 % des ateliers utilisent des dégraissants nocifs ;
- 79 % des ateliers utilisent des produits nocifs pour préparer leur peinture ;
- 84 % des carrosseries manipulent des produits

- CMR (cancérigène, mutagène, reprotoxique) ;
- 66 % des ateliers n'ont pas de système d'extraction de gaz d'échappement ;
- 84 % des établissements ventilent leur atelier par la simple ouverture des portes ;
- 21 % des opérations sur les freins nécessitent des nettoyants contenant du n-hexane ;
- 57 % des ateliers de ponçage seulement disposent d'équipements de protection.